

DIAL 2813

BOLIVIE - Comprendre les événements de Bolivie

jeudi 16 juin 2005, mis en ligne par [Dial](#)

Les événements se sont précipités en Bolivie sous la pression de la rue, avec la démission du président Carlos Mesa, le déménagement du Congrès à Sucre, et l'élection à la présidence du pays de Eduardo Rodriguez, le chef de la Cour suprême de justice. Celui-ci s'est engagé à convoquer des élections anticipées. Il semble, au moment où nous mettons sous presse, que le calme revienne, mais les diverses revendications (notamment la nationalisation des hydrocarbures et la convocation d'une Assemblée constituante) demeurent toujours aussi vives. Nous donnons ici quelques éléments utiles pour mieux comprendre la crise que traverse aujourd'hui la Bolivie, en publiant deux extraits de [La Jornada](#) (Mexique).

Les trois revendications

Les mobilisations en Bolivie renvoient à trois revendications centrales.

La première est l'expulsion de El Alto de l'entreprise transnationale Suez-Lyonnaise des Eaux - la plus grande entreprise mondiale de distribution d'eau potable - et, pour la remplacer, la mise sur pied d'une entreprise publique où la gestion soit entre les mains des habitants [1].

Entre les 10 et 14 janvier passés les habitants de la ville de El Alto ont effectué un grève sur la base de cette revendication et, apparemment, ils ont atteint leurs objectifs. En février, les habitants apprirent que le gouvernement avait décidé d'envisager les modalités légales pour mettre fin au contrat avec Suez. Mais le président Mesa et son cabinet rejetaient la volonté des citoyens de construire une entreprise publique de distribution d'eau qui serait sous le contrôle des habitants eux-mêmes, et ils proposaient, comme solution transitoire, la constitution d'une société mixte où serait autorisée la participation de capitaux privés. C'est ce qui déclencha une nouvelle mobilisation. Comme le disaient les habitants de El Alto au cours de leurs blocus : « Nous avons déjà dit que nous ne voulons pas la transnationale chez nous. Qu'elle s'en aille, donc. Que Carlos Mesa comprenne. »

La seconde revendication du mouvement qui date depuis, au moins, octobre 2003 est d'exiger un impôt de 50 % sur l'exploitation des hydrocarbures concédés à des consortiums transnationaux et l'inclusion de cette mesure dans la Loi des hydrocarbures. Par rapport à cette revendication, il arrive quelque chose de semblable à ce qui s'est passé avec l'eau : les dirigeants et la « classe politique » en général, après l'irruption collective et vigoureuse de la population dans la rue, manifestant son intention de récupérer ce qu'elle considère comme un patrimoine public, s'efforcent d'effacer et de diluer dans la négociation ce que les gens mobilisés considèrent comme nécessaire à la vie du pays.

Le gouvernement de Carlos Mesa a parié pendant toute l'année 2004 sur l'affaiblissement des mouvements sociaux. (...) Toutefois, la force du mouvement bolivien, au moins jusqu'à présent, est dans la claire détermination avec laquelle la population entend récupérer la richesse naturelle pillée.

Finalement, la troisième revendication du mouvement, que peut probablement constituer une issue à cette confrontation chaque fois plus intense, c'est la volonté des organisations sociales multiples et diverses de

promouvoir une Assemblée constituante pour refonder le pays.

Guillermo Almeyra, *La Jornada*, 9 mars 2005.

Les positions à l'intérieur du mouvement social

Dans le mouvement social on distingue deux positions. D'un côté, un secteur plus « ramassé » en termes de discours et de structures, proche du Mouvement pour le socialisme (MAS) d'Evo Morales : le secteur cocalero et autres secteurs paysans quechuas, qui entretiennent depuis des mois un conflit autour du revenu pétrolier, résumé dans la consigne : « 50% de royalties sur le gaz extrait » (en Bolivie les royalties constituent des recettes fiscales qui sont gérées régionalement, tandis que les impôts sont perçus et administrés par le Trésor Public). D'autre part, dans la confrontation politique, il y a un autre pôle dont l'unité, bien que volatile, a fait preuve de beaucoup d'énergie et qui comprend les habitants de El Alto organisés dans la FEJUVE (Fédération des comités de voisinage), les travailleurs formels et informels de cette même ville organisés dans la Centrale ouvrière régionale, les travailleurs des mines et des coopératives, les secteurs regroupés dans la COB (Centrale ouvrière de Bolivie), et surtout, les paysans de la région ouest regroupés dans la CSUTCB (Confédération syndicale unitaire des travailleurs paysans de Bolivie), qui menacent de bloquer la circulation. Cette multitude partage, sous différentes consignes, une position commune : contester la propriété et la gestion des hydrocarbures et proposer une « renationalisation » de cette richesse naturelle [2].

Un autre conflit parallèle existe : la revendication d'un « référendum sur l'autonomie » soutenu par les élites les plus conservatrices de l'est et du sud. Il s'agirait de procéder à un référendum pour approuver ce qu'ils appellent l' « autonomie économique », qui consisterait à donner au pouvoir régional la faculté de décider en matière de ressources naturelles. Chaque département pourrait ainsi décider et imposer sa réglementation. Les élites qui promeuvent ces « autonomies » sont les partisans les plus acharnés pour que le gaz et le pétrole continuent à être vendus dans les conditions actuelles. Une fois approuvées les « autonomies », la Loi des hydrocarbures actuelle cesserait de fonctionner en août et on rouvrirai des négociations avec les transnationales, qui devraient faire face à une population plus docile dans les régions orientales.

Raquel Gutiérrez Aguilar, *La Jornada*, 23 mai 2005.

- **[Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2813.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Cf. Dial D 2792.

[2] Qui fut privatisée par le premier gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada.